Le Parti populaire français dans les Alpes-Maritimes (1936-1939)

The Parti Populaire Français in the Alpes Maritimes (1936-1939)

Ralph Schor

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/cdlm/13168>

DOI : 10.4000/cdlm.13168

ISSN : 1773-0201

Éditeur

Centre de la Méditerranée moderne et contemporaine

Édition imprimée

Date de publication : 15 juin 2020

Pagination : 75-95

ISSN : 0395-9317

Référence électronique

Ralph Schor, « Le Parti populaire français dans les Alpes-Maritimes (1936-1939) », *Cahiers de la Méditerranée* [En ligne], 100 | 2020, mis en ligne le 15 décembre 2020, consulté le 27 novembre 2021.

URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/13168> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/cdlm.13168>

Ce document a été généré automatiquement le 27 novembre 2021.

© Tous droits réservés

Le Parti populaire français dans les Alpes-Maritimes (1936-1939)

The Parti Populaire Français in the Alpes Maritimes (1936-1939)

Ralph Schor

- ¹ Dans son étude consacrée à Jacques Doriot, Jean-Paul Brunet regrettait que l'histoire du Parti Populaire Français dans les Alpes-Maritimes demeurât à peu près inconnue¹. Or, d'après les quelques indications générales dont on dispose, le parti fondé le 28 juin 1936 à Saint-Denis avait connu un succès notable dans le Sud-Est, particulièrement sur la Côte d'Azur. Il est vrai que, jusqu'à une date récente, il se révélait très difficile de retracer l'histoire locale du PPF, faute d'une documentation suffisante. La découverte des archives conservées par le cabinet du préfet des Alpes-Maritimes durant la période de l'entre-deux-guerres permet heureusement de combler cette lacune. À la presse et aux souvenirs de Victor Barthélémy² qui fournissaient l'essentiel des renseignements disponibles jusqu'à maintenant, s'ajoutent désormais de nombreux rapports de police, ainsi que la transcription des discours et documents de travail présentés lors des congrès fédéraux.

La naissance du Parti Populaire Français

- ² D'emblée les Alpes-Maritimes se distinguèrent en formant, non pas une seule fédération du PPF comme c'était le cas dans les autres départements, mais deux fédérations. Celle de Nice, qui était désignée par la lettre A, correspondait à l'ancien comté et englobait la rive gauche du Var ; celle de Cannes-Grasse, fédération B, s'étendait sur la rive droite. Il semble que les fondateurs du parti aient justifié cette coupure insolite par les différences de mentalités et de traditions opposant les deux régions réunies lors de la constitution des Alpes-Maritimes en 1860. Le député-maire de Nice, Jean Médecin, qui, dans les débuts, patronna l'implantation du PPF et contrôlait une partie de la vie politique dans l'ancien comté, avait-il demandé cette dichotomie pour conserver son influence ? L'hypothèse n'est pas invraisemblable, d'autant que,

selon le témoignage de Victor Barthélémy, Jean Médecin s'était trouvé présent à Saint-Denis quand avaient été jetées les bases du nouveau parti.

- 3 L'appui donné au PPF naissant par Jean Médecin et par le grand quotidien conservateur *L'Éclaireur de Nice* traduisait le trouble de la droite française, effrayée par la victoire du Front Populaire, les progrès spectaculaires du Parti communiste, les grandes grèves de l'été 1936. Partout, notamment dans la grande presse modérée de Paris, l'entreprise de Jacques Doriot éveillait la sympathie d'une partie de l'opinion qui attendait une réaction contre la puissance grandissante de la gauche. Dans les Alpes-Maritimes, le Front Populaire avait ébranlé les positions, jusque-là dominantes, de la droite et obtenu trois sièges, ceux du radical Édouard Jonas à Grasse, des communistes Roger Pourtalet à Cannes et Virgile Barel à Nice. Aussi Jean Médecin, chef de file des modérés, aida-t-il de tout son poids le jeune parti. Il n'adhéra pas lui-même, mais plaça à la tête de la fédération A un de ses amis, Viers, président du syndicat de la petite et moyenne hôtellerie. Il encouragea son entourage politique à rejoindre le PPF. De nombreux employés municipaux, dont Francis Palméro, et le secrétaire général de la mairie, François Satteгна, suivirent ce conseil. Outre Satteгна, le bureau fédéral comprenait les avocats Georges Bensa et Jacques Rouffet, le docteur Faraut, les hommes d'affaires Paul Letainturier et Paul Camous. Avant que ne fût installé un local définitif 1 rue Voltaire, à Nice, la permanence provisoire du parti se trouvait dans un restaurant de la vieille ville, le Caneton. Victor Barthélémy, venu s'inscrire au PPF, peint en ces termes l'ambiance qui régnait en ce lieu et les débuts de l'action de propagande du parti :

Les salles du Caneton étaient pleines d'une foule d'adhérents, de sympathisants et de curieux. J'y remarquais beaucoup de jeunes, et cela n'était pas fait pour me déplaire. Ces jeunes collaient les affiches du parti qui, bientôt, recouvrirent les affiches communistes, ils vendaient *L'Émancipation Nationale* à la criée dans les principales artères de la ville³.

- 4 La première grande réunion du Parti Populaire Français eut lieu le 12 juillet 1936 à Nice, au Palais des Fêtes. La présence de Doriot fut annoncée à plusieurs reprises dans la presse. Il était à prévoir que la venue du « renégat » du Parti communiste susciterait une vigoureuse contre-manifestation de ses anciens amis. Mais, le 11 juillet, le ministre de l'Intérieur, Roger Salengro, réunit autour de lui, à Paris, Jean Médecin et les trois élus de gauche, Jonas, Pourtalet et Barel. Ce dernier s'engagea à ne pas troubler le meeting du 12, promesse dont le journal conservateur *L'Éclaireur* assurait qu'elle serait tenue car elle émanait d'un parti pratiquant « une discipline quasi-militaire »⁴. Peu après, Doriot fit connaître qu'il renonçait à se rendre à Nice, car il jugeait qu'il n'était pas encore temps d'étendre la propagande du PPF en province. Il était difficile de ne pas interpréter cet ajournement du voyage de Doriot comme le prix payé pour obtenir du Parti communiste une attitude conciliante. Dans ces conditions, les Niçois, sûrs de ne pas risquer quelque mauvais coup reçu dans une bagarre de rue, se rendirent nombreux à la réunion du 12 juillet ; la presse de droite estima à 15 000 le nombre des personnes présentes. Dans son compte rendu, *L'Éclaireur* définit parfaitement la signification du meeting : une réaction contre la récente victoire de la gauche :

Il s'agissait de se retrouver entre vrais Français, de répondre à la masse par la masse de milliers de présences, il s'agissait de voir les drapeaux tricolores régner sans la promiscuité du drapeau rouge qu'on leur impose partout ; il s'agissait d'entendre *La Marseillaise* s'élever pure, et non pas chantée par bribes et souillée par la juxtaposition de l'Internationale⁵.

- 5 L'absence de Doriot ne fut non seulement pas déplorée, mais même jugée préférable, car, ainsi, l'esprit local pouvait se manifester plus clairement :

L'absence de M. Doriot donnait à la réunion un caractère plus local... Et il vaut mieux que c'eût été ainsi. Pour réagir, Nice n'avait besoin que d'elle-même ; elle a trouvé chez elle des voix pour parler sous l'égide du drapeau tricolore ; la voix de son maire, qui parla en vrai chef, s'est élevée au-dessus de toutes les autres⁶.

- 6 De la sorte, il apparaît que le ralliement de Jean Médecin au PPF était purement circonstanciel et que le maire de Nice, aussi prudent qu'habile, n'adhérait pas forcément à toutes les idées du grand homme de Saint-Denis : en ce dernier, il voyait essentiellement un rempart provisoire contre la marée révolutionnaire. Dans son allocution, Médecin s'en tint à des généralités sur la défense de la liberté d'expression et sur l'esprit du PPF qui offrait à ses membres une fraternité située hors des vieux cadres politiques. Cependant l'orateur fit, d'un ton parfois paternaliste, l'éloge de Doriot « au geste lent, à la démarche lourde de bon gros », militant courageux et sincère qui n'avait pas trahi le peuple. L'ordre du jour final assura :

Quinze mille représentants de toutes les classes de la population niçoise et des Alpes-Maritimes déclarent adhérer au programme du Parti Populaire Français et adressent au citoyen Jacques Doriot l'expression de leur admiration pour sa courageuse attitude et de leur entier dévouement à la cause qu'il défend⁷.

- 7 Dès le mois de septembre 1936, Jean Médecin, rassuré quant à l'évolution intérieure du pays, s'éloigna du PPF⁸. Viers, l'homme de confiance qu'il avait placé à la tête de la fédération A, démissionna. Le bureau fédéral qui avait accueilli en son sein un militant dynamique, ancien communiste, bon organisateur, Victor Barthélémy, demanda à ce dernier de prendre la place de secrétaire laissée ainsi vacante.
- 8 Entre juillet et octobre 1936, la fédération B s'était organisée elle aussi. Il semble que les militants marseillais du parti jouèrent un rôle important dans la mise en place des structures. Dès la fin de juillet, la présence de Simon Sabiani fut signalée dans la région ; il revint à la mi-août. En octobre, la police constata que deux personnages peu recommandables, venus également de Marseille, Carbone et Spirito, se trouvaient au Cap d'Antibes, recrutaient des membres pour le nouveau parti et, accessoirement, « fréquentent des milieux peu intéressants »⁹. La première section créée fut celle de Golfe-Juan, le 29 juillet 1936, puis suivirent Cannes, Grasse, Vence, Cagnes, Antibes, Biot... Le secrétaire de la fédération B était un commerçant et homme d'affaires, consul de Roumanie, Marcel Philip, bon orateur ; il était aidé par les docteurs Asquier et Lombard.
- 9 Le rythme des adhésions au PPF fut rapide : les effectifs passèrent, pour l'ensemble des Alpes-Maritimes, de 1 500 en septembre 1936 à 3 375 en octobre¹⁰ ; à cette date, l'arrondissement de Grasse comptait 1 200 membres¹¹. Mais il manquait à ce jeune parti, qui semblait prendre un bon départ, une consécration : la visite de son chef, Jacques Doriot. Celui-ci, qui avait dû renoncer à son voyage en juillet, annonça sa venue à Nice pour le 31 octobre 1936. La gauche se mobilisa aussitôt. Les radicaux et les socialistes exprimèrent leur hostilité, mais laissèrent entendre qu'ils ne s'opposeraient pas au meeting de Doriot si les pouvoirs publics accordaient leur autorisation¹². En revanche, les communistes affirmèrent une détermination que rien ne pouvait désarmer. Dès le 17 octobre, Virgile Barel écrivit au ministre de l'Intérieur, Roger Salengro, pour lui demander d'interdire la réunion du PPF, intolérable « provocation » qui effrayerait les touristes et provoquerait inévitablement une contre-manifestation « à laquelle la

population niçoise se livrerait spontanément même si elle n'y était pas invitée par ses organisations »¹³. Le comité de Front Populaire de Cagnes-sur-Mer, où une réunion du PPF était prévue juste avant celle de Nice, réclama aussi l'annulation de cette rencontre. Le Parti communiste placarda des affiches qui assuraient : « Le 31 octobre, Doriot ne tiendra pas de réunion à Nice, le peuple le lui interdit »¹⁴. Le 26 octobre, Virgile Barel rendit visite au préfet et « exigea » l'interdiction du meeting¹⁵. Le 30, à 14 heures 40, les élus du Front Populaire, surpris de n'être pas écoutés, télégraphièrent à Salengro : « Sommes étonnés de votre silence concernant meeting Doriot. Troubles certains. Centaines matraques bois dur commandées par Doriotistes »¹⁶.

- 10 Les autorités, embarrassées, avaient décidé de laisser faire. Le préfet avait en effet considéré qu'une interdiction n'eût pas préservé l'ordre car, dans ce cas, le PPF n'aurait pas accepté de plier devant la pression du Parti communiste et se serait réuni de lui-même ; de la sorte, la police aurait dû affronter deux manifestations, celle des doriotistes et celle des communistes. Le préfet avait aussi appris, de source confidentielle, que Doriot, s'il ne pouvait prendre la parole dans une salle, se proposait de parcourir les rues de Nice dans une automobile munie d'un haut-parleur lui permettant d'exposer ses idées de manière tonitruante¹⁷. Cette perspective, source probable d'agitation, pesa-t-elle aussi ? En tout cas, l'autorisation fut accordée. Le préfet mobilisa un important effectif de policiers ; il demanda même à une compagnie en armes du 22^e bataillon de chasseurs alpins et à une batterie du 94^e RAM de se tenir prêtes à intervenir.
- 11 Le PPF prépara soigneusement la réunion. L'un de ses dirigeants nationaux, Jules Teulade, qui devait présider le meeting de Cagnes renonça à celui-ci, pour que les contre-manifestations prévisibles du Parti communiste ne servissent pas de prétexte à une interdiction de la séance du 31 à Nice. Un nouvel adhérent énergique, transfuge de l'Action Française, Joseph Darnand, reçut la mission d'organiser un service d'ordre efficace. Doriot, arrivé le 30 à Cannes, se contenta de participer dans cette ville à un banquet privé rassemblant une soixantaine de cadres du parti.
- 12 Le jour de la réunion, prévue au Palais des Fêtes, boulevard Victor Hugo, une grande nervosité régnait dans la ville. Les portes du Palais, ouvertes vers 19 heures 15, permirent aux premiers arrivés de pénétrer sans difficultés. À 20 heures, quelque 5 000 personnes se trouvaient dans la salle. Mais dès lors, environ 6 000 contre-manifestants communistes, parfois munis de coups-de-poing américains et de gourdins, barrant les rues adjacentes et enserrant les forces de l'ordre, empêchèrent une grande partie des nouveaux arrivants d'accéder au Palais des Fêtes. Beaucoup de personnes furent molestées et, au surplus, délestées de leur porte-monnaie par des éléments troubles venus se mêler aux manifestants. Une soixantaine de blessés, souffrant de fractures et de contusions, reçurent des soins à l'hôpital. Le journal *Le Caméléon* caractérisa en ces termes la manœuvre communiste :

Plus de manifestations masses contre masses, mais une nouvelle tactique : masses contre individu. Plus de mouvements d'attaques à la sortie, mais attaques à l'entrée. Avec la nouvelle tactique, plus de risque de coup dur pour soi ; on ne s'attaque qu'à des isolés... Après 20 heures 30, on ne perça plus les barrages qu'au compte-gouttes. Des flots humains rebroussaient chemin en voyant des pantins sanglants revenir des barrages. Barel était vainqueur. À 20 heures 45, l'heure où, normalement, la foule aurait dû arriver en rangs compacts, il n'entrait absolument plus personne dans le Palais des Fêtes. La victoire devenait un triomphe¹⁸.

- 13 Les représentants de l'ordre semblèrent surpris par la violence des contre-manifestants, « livrés à leurs instincts » et n'obéissant plus aux consignes modératrices de leurs chefs. Le directeur de la police d'État de Nice concluait son rapport au préfet en ces termes :

L'on peut dire qu'au cours des manifestations de ce soir, le rôle joué par les éléments extrémistes a été nettement odieux, leurs violences s'exerçant sans la moindre provocation de la part de leurs victimes¹⁹.

- 14 Combien d'auditeurs avaient-ils pu pénétrer dans le Palais des Fêtes ? Leur nombre était probablement inférieur de moitié à celui des personnes qui s'étaient rassemblées dans le même lieu le 12 juillet. La presse de gauche parla d'une « assistance clairsemée » ; *Le Caméléon* estimait les effectifs à 4 500 ; *L'Éclaireur* et les organisateurs revendiquèrent 8 000 présents. Les rapports de police donnent des chiffres compris entre 5 000 et 8 000²⁰. Avant que Doriot ne prît la parole, divers orateurs dont Barthélémy, Philip, Teulade, se succédèrent à la tribune. Le grand absent était Jean Médecin dont, au début d'octobre, on escomptait encore la présence. Le maire de Nice, pourtant critiqué par certains conservateurs niçois pour avoir, trop facilement à leur gré, accepté le report de la venue de Doriot en juillet, se sentait assez rassuré par l'évolution de la situation française et suffisamment fort sur le plan local, pour ignorer la présence du chef du PPF. Cette attitude n'avait pas échappé au Parti communiste qui, dans la journée du 31 octobre, placarda des affiches disant : « Peuple de Nice, l'hitlérien Jacques Doriot ne doit pas parler à Nice ce soir... M. Médecin même semble se désolidariser de cette action néfaste »²¹.
- 15 Doriot prononça une allocution dans laquelle il dénonça le bellicisme soviétique, les agissements du Front Populaire et du Parti communiste. Il exposa enfin son programme. Il fut acclamé et, grâce au service d'ordre de Darnand, aucun incident ne se produisit à l'intérieur du Palais.
- 16 Malgré les incidents et une assistance moins nombreuse que prévu, le PPF considéra qu'il avait remporté un succès car son chef avait bravé l'hostilité des communistes et pris la parole comme prévu. De plus, le jeune parti n'hésita pas à répliquer à ses adversaires en utilisant les méthodes de ceux-ci. Le 9 novembre 1936, Paul Vaillant-Couturier, rédacteur en chef de *L'Humanité*, devait présider un meeting au Palais des Fêtes. Aussi les membres du PPF s'organisèrent-ils en commandos qui attaquèrent les auditeurs et envoyèrent plusieurs d'entre eux à l'hôpital.

La vie du Parti Populaire Français

- 17 Stimulés par les succès qu'ils estimaient avoir remportés en octobre 1936, les membres du PPF intensifièrent leur propagande et leur action de recrutement dans les mois qui suivirent. Le secrétaire Victor Barthélémy joua un rôle important dans l'ascension du parti. Ne mesurant jamais ses efforts, il parcourait l'ancien comté de Nice, villes et villages, littoral et haut pays :

À peu près trois jours par semaine, Paul Camous me conduisait dans les vallées où, village après village, nous constituions des sections, recueillant ici ou là des adhésions de maires ou de conseillers généraux, qui allaient devenir des militants de qualité et demeurer fidèles jusqu'au bout. Plusieurs d'entre eux devaient payer de leur vie cette fidélité dans les dures semaines de l'été 1944²².

- 18 Nice, à elle seule, était divisée au début en sept sections autonomes, en quatre sections à partir de 1938. À l'automne 1936, Cannes comptait plus de 300 adhérents. À Vence, le PPF, dirigé par le cafetier Tortarolo, devint, en décembre 1936, le groupement le plus important de la cité avec 111 membres ; il attirait les militants de la ligue des Croix-de-Feu, dissoute ; le 1^{er} février 1937, les Croix-de-Feu, qui avaient constitué à Vence une section du Parti Social Français, décidèrent de dissoudre celle-ci et d'adhérer en masse au PPF dont les effectifs passèrent alors à 210 personnes²³. Dans le haut pays, le PPF réussit à s'implanter à Lantosque, Saint-Martin-Vésubie, la Bollène, Belvédère, Tourette-Levens, Le Moulinet, Touet-du-Var dont les maires ou certains adjoints facilitaient souvent son action. Au total, selon les estimations de la police, le parti possédait 5 000 adhérents dans les Alpes-Maritimes en mai 1937. Lors de son congrès fédéral de septembre 1937, le PPF revendiqua 7 122 inscrits, dont 470 à Cannes, 238 à Golfe-Juan-Vallauris, 217 à Cagnes²⁴.
- 19 Le secrétariat qui faisait remplir des fiches de renseignements détaillées aux adhérents s'attacha à établir de manière précise l'origine professionnelle et politique de ceux-ci, ainsi que la ventilation par sexes. D'après les chiffres fournis au congrès de septembre 1937, les cotisants du PPF représentaient, en pourcentages, les catégories suivantes : ouvriers et employés : 45 % ; paysans : 15 % ; commerçants et industriels : 25 % ; professions libérales et techniciens : 10 % ; divers : 5 %.
- 20 En 1938, les 9 503 adhérents revendiqués par le parti se répartissaient en 8 611 hommes et 892 femmes ; ainsi le sexe masculin dominait largement avec un pourcentage de 91 %²⁵. Les indications relatives aux métiers exercés par les membres du parti permettent de dresser le tableau suivant en 1938 :

Profession	Chiffres absolus	Pourcentages
Ouvriers sans spécialité	3 181	33,4
Ouvriers spécialisés	1 378	14,5
Ouvriers agricoles	361	3,7
Agriculteurs et horticulteurs	628	6,6
Artisans	837	8,8
Commerçants	521	5,4
Industriels	92	0,9
Fonctionnaires	572	6,0
Professions libérales	423	4,4
Retraités	673	7,0
Divers	837	8,8

- 21 Cette répartition apparaissait dans l'ensemble proche de celle qui avait été constatée parmi les délégués au congrès national du parti en 1936²⁶. Les dirigeants avaient alors dénombré 57 % d'ouvriers et paysans et 7,6 % de commerçants et chefs d'entreprises. Même si le PPF pouvait être soupçonné d'arrondir la masse de ses membres « prolétaires », il possédait incontestablement une notable base ouvrière. Il n'est

malheureusement pas possible de confronter les renseignements fournis par le parti à des sources extérieures. On possède seulement une liste, établie par la police en juillet 1938, de 448 adhérents ou sympathisants niçois possédant une adresse professionnelle ; les salariés, ouvriers, employés, fonctionnaires, ne figurent donc pas sur ce document²⁷ :

Commerçants	172	soit 38,3 %
dont hôtels	41	
cafés et restaurants	31	
garages	16	
Professions libérales	106	soit 23,6 %
dont médecins	63	
avocats	17	
dentistes	11	
Architectes et ingénieurs	88	soit 19,6 %
Artisans	73	soit 16,2 %
Horticulteurs	9	soit 2 %

- 22 En 1937, la ventilation par origine politique des membres du PPF était, selon les dirigeants des Alpes-Maritimes, la suivante :

Sans parti	65 %
Partis de gauche	20 %
Partis de droite	15 %

- 23 En 1938, la même ventilation, effectuée pour les 9 503 membres du PPF donnait les résultats suivants :

Origine	Chiffres absolus	%	% au Congrès national de 1936
Sans parti	4 347	45,7	38,7
Croix-de-Feu	1 764	18,5	14,5
Jeunesses Patriotes	287	3	1,2
Solidarité Française	281	2,9	1,6
Action Française	118	1,2	5,1
Francistes	63	0,6	1,1
Total extrême droite	2 512	26,4	23,5

Parti communiste	1 481	15,5	21,2
Parti radical	437	4,5	1,9
SFIO	312	3,2	8,6
Anarchistes	11	0,1	-
Total gauche	2 241	23,5	31,7
Divers	402	4,2	5,7

- 24 Une comparaison avec les anciennes appartenances politiques des délégués au congrès national de 1936 montre que, dans les Alpes-Maritimes, les adhérents libres d'attaches antérieures étaient plus nombreux. Ceux qui avaient fait leurs premières armes dans une formation d'extrême-droite représentaient une proportion légèrement supérieure, tandis que les personnes venant des partis de gauche fournissaient des contingents nettement inférieurs à la moyenne nationale. Ainsi se confirmait l'image d'un département modéré ou politisé plus à l'extrême-droite qu'à l'extrême-gauche. Il est sûr que l'interdiction des ligues en 1936 avait fourni au PPF une clientèle potentiellement libre. Celle-ci pouvait certes se diriger vers les partis qui souvent prenaient la suite des organisations interdites : ainsi les Croix-de-Feu trouvaient une structure d'accueil dans le Parti Social Français. Mais, à Nice, Vence, Grasse notamment, de nombreux anciens ligueurs adhèrent au Parti Populaire Français en déclarant hautement qu'à leur avis, le colonel de La Rocque, chef du PSF, était trop modéré et manquait de sens politique. Quant aux transfuges du Parti communiste, ils se disaient déçus par le mouvement révolutionnaire ; la police pensait que certains des rouges étaient, en réalité, envoyés en mission pour noyauter le PPF²⁸.
- 25 Les membres du Parti Populaire Français étaient répartis en sections territoriales qui, selon les documents de travail du parti, existaient en 1938 au nombre de 36. Cette cellule de base, qui devait servir les ambitions électorales des amis de Doriot, englobait généralement un canton ou une circonscription électorale et se subdivisait en sous-sections correspondant aux divers bureaux de vote. Le PPF s'attacha également à créer des sections d'entreprise dont Doriot avait dit, lors de son passage à Cannes le 30 octobre 1936, qu'elles constituaient « la base de la lutte contre le communisme ». Sur leur lieu de travail les militants devaient, en effet, se battre contre les délégués de la CGT et empêcher que n'éclatent des grèves à caractère politique. Selon les responsables du parti, 20 sections de ce type fonctionnaient en 1937 dans la fédération A et 19 dans la fédération B. L'appel du chef avait été particulièrement bien entendu dans les grands magasins de Nice ; en se fondant sur les chiffres recueillis par la police, on peut dresser le tableau suivant :

Entreprise	Nombre total d'employés	Adhérents au PPF		
		oct. 1936	janv. 1937	mai 1937
Galeries Lafayette	1 100	250	350	
Monoprix	250	120	60	
La Riviera	600	100	100	307

- 26 La section des employés municipaux de Nice qui comptait 200 à 300 membres, animée par François Sattegna, Honoré Goyenèche, Francis Palméro, resta active et fidèle au parti malgré l'éloignement de Jean Médecin. Le 29 octobre 1938, au deuxième congrès fédéral du PPF, Alleaume, secrétaire corporatif, dit de cette section :

La plus belle, la plus florissante [...] aujourd'hui la plus grande de nos sections d'entreprise... Belle section toujours à l'avant-garde, où il ne se fait pas une seule réunion sans adhésion²⁹.

- 27 Très dynamique se révéla aussi la petite section, dirigée par un ancien communiste, chez le constructeur de radios Malony. Dans l'arrondissement de Grasse, les sections d'entreprise paraissent s'être bien développées dans la parfumerie et certaines exploitations horticoles.
- 28 Les sections professionnelles, au nombre d'une dizaine dans la fédération A et de 14 dans la fédération B en 1937, regroupaient les adhérents dans le cadre corporatif. Au congrès fédéral d'octobre 1937 furent présentés les chiffres suivants, dont on ne peut dire s'ils étaient valables pour la seule fédération A ou pour l'ensemble des Alpes-Maritimes³⁰ :

Section professionnelle	Nombre d'adhérents
Hôtellerie	425
Petits commerçants et artisans	370
Corps de santé	197
Transports	130
Techniciens	100
Spectacle	100
Représentants de commerce	85

- 29 D'autres sections furent créées pour le barreau, les employés, les banques, les PTT, les transports, les concierges, le bâtiment qui comptait 216 membres en 1938, les dockers dont la vingtaine d'adhérents se heurtèrent durement à la CGT. La section du corps de santé se flattait d'avoir attiré le tiers des médecins niçois en 1937.
- 30 Fondée le 22 octobre 1936, la section féminine assurait être passée de 15 membres lors de sa naissance à 500 en 1937. L'Union Populaire de la Jeunesse Française, UPJF, réservée aux moins de 25 ans, rassembla 300 inscrits en décembre 1936 et 600 à 700 à partir de 1937. Selon des sources policières, ces 700 jeunes se répartissaient de la manière suivante³¹ : 200 étudiants, 200 employés, 150 ouvriers et 150 paysans. En 1937, ils étaient divisés en 15 sections territoriales, dont deux réservées aux jeunes filles et une aux enfants de 6 à 14 ans, les Pionniers de Doriot. Des sections universitaires fonctionnaient à Nice au Lycée de garçons, au Lycée du Parc-Impérial, à l'École hôtelière et dans les principaux collèges religieux. Les jeunes, particulièrement dynamiques, se trouvaient souvent à l'origine de la création des sections d'entreprise ouvrières.
- 31 Les membres du PPF devaient se rassembler à intervalles réguliers. En théorie, chaque section se réunissait une fois par mois et le bureau de section une fois par semaine. Les responsables affirmèrent avoir comptabilisé au cours de l'année 1938, un total de

392 réunions pour les sections territoriales, 203 pour les sections d'entreprise, 88 pour les sections professionnelles³², 150 pour l'UPJF. Quand ils se retrouvaient, les militants examinaient l'actualité politique et la vie de leur section. Le parti leur demandait de faire preuve de solidarité. Ainsi, les hôteliers niçois s'engagèrent à n'embaucher que des camarades du PPF. Des collectes étaient organisées en faveur des chômeurs. Les sections les plus actives, comme celle de Golfe-Juan-Vallauris, offraient aux membres du parti des visites médicales gratuites, des examens dentaires, une aide aux femmes en couches, un service de placement, des sorties et des fêtes, des distributions de cadeaux de Noël aux enfants³³... D'autres sections fournissaient des conseils juridiques, des secours en espèces ou en nature, une bibliothèque³⁴.

- 32 L'UPJF mettait l'accent sur les activités sportives ; les jeunes devaient aussi assurer le service d'ordre, coller les affiches et vendre les journaux du parti. La police niçoise observa qu'aux jeunes des groupes dits d'auto-défense se mêlaient des repris de justice³⁵. Pour éviter de compromettre le PPF avec la société secrète de la Cagoule, à laquelle Joseph Darnand appartenait, Barthélémy demanda à ce dernier d'abandonner ses fonctions de responsable du service d'ordre à la fin de 1936.
- 33 La direction fédérale coordonnait toutes les activités, donnait des directives générales et prenait ses initiatives propres pour diffuser les idées du parti et stimuler l'entraide. Pour mener cette action, le PPF disposait d'un local situé à Nice 1, rue Voltaire et transféré le 21 janvier 1938 dans un ancien hôtel, 16, rue Dalpozzo. Là travaillaient en 1938 huit permanents qui disposaient de machines de dactylographie et de ronéotypie, ainsi que d'un matériel permettant de dresser des stands ou de décorer des salles de réunion³⁶.
- 34 Des services sociaux communs furent créés : placement, aide aux chômeurs, groupement touristique facilitant la venue de membres du parti sur la Côte d'Azur, camp des Pionniers de Menton offrant la possibilité aux jeunes de la région parisienne et du Nord de prendre des vacances.
- 35 Les dirigeants fédéraux étaient chargés de la propagande d'ensemble du parti. En ce domaine, un effort important fut fourni. Le PPF assurait des cours que M^e Coti, responsable de cet enseignement, caractérisa en ces termes au congrès de 1938 :
- Pour faciliter la tâche de nos propagandistes, des cours ont été organisés. Il y a des cours par correspondance que chacun peut suivre en s'adressant à la direction du Parti à Paris.
- Il y a des cours oraux et pratiques organisés à Nice par notre fédération départementale. Ils ont lieu tous les lundi soir à 21 heures à la Maison du Parti. À ces cours, nous tâchons de développer l'éducation culturelle et politique de nos militants, de leur donner une formation philosophique et intellectuelle leur permettant d'aborder avec plus de compétence les problèmes politiques, économiques et sociaux. On y enseigne également la doctrine de notre parti et celle des autres partis³⁷.
- 36 Les dirigeants diffusaient de nombreux tracts, imprimés ou ronéotypés, et des affiches dont les textes venaient de la direction nationale ou étaient rédigés localement. Les responsables de la propagande fournirent des chiffres impressionnants lors des congrès fédéraux de 1937 et 1938 :

		1937	1938
Affiches	nombre total	25 000	60 000

	nombre de textes	10	53
Tracts	nombre total	160 000	215 000
	nombre de textes		60
Papillons		350 000	90 000

- 37 Outre la distribution ou l'affichage de documents imprimés, les militants inscrivait des slogans sur les murs et les trottoirs, avec de la peinture blanche et du goudron, ils reproduisaient la tête de Doriot avec des couleurs et un pochoir, ils badigeonnaient les placards du Parti communiste pour les rendre illisibles.
- 38 La presse jouait un rôle important dans la diffusion des idées du parti. Dès la naissance de celui-ci fut lancé un bi-mensuel, *La Voix du Peuple Français*, imprimé par *L'Éclaireur*, tiré à 8 000 ou 10 000 exemplaires. Les difficultés financières obligèrent le bureau fédéral à suspendre la publication de cette feuille en 1937. La direction encouragea alors la production de journaux de sections, ronéotypés. Parmi ces bulletins, *L'Appel des Municipaux*, qui était dû à la florissante section des employés municipaux de Nice, prit de l'importance et fut imprimé à partir d'octobre 1938. Les sections professionnelles publiaient notamment *L'Émancipation des Grands Magasins*, *Le Réveil des Fonctionnaires*, *Bâtir*, *Les Travailleurs des Restaurants...* Parmi les bulletins de sections d'entreprise, on remarquait entre autres *La Fayette Nous Voici*, rédigé par les militants des Galeries La Fayette, *La Voix de Monoprix*, *L'Émancipé de Pasteur*, préparé à l'hôpital Pasteur... La section féminine avait créé *L'Essor*. Les sections de l'Union Populaire de la Jeunesse Française publiaient *La Voix des Jeunes*, *UPJF En Avant*, *En Avant les Jeunes*, *Force Nouvelle...* La section locale de Menton fit sortir *La Voix Mentonnaise*. Au total, les dirigeants assurèrent avoir patronné dans les Alpes-Maritimes, durant l'année 1938, la publication de 132 journaux tirés à 132 000 exemplaires. En octobre 1938 fut lancé un nouvel organe fédéral, imprimé, mensuel, *Le Réveil de Nice et des Alpes-Maritimes*.
- 39 Le PPF convoquait fréquemment ses adhérents à des sorties, fêtes, meetings, réunions de propagande. Les excursions conduisaient généralement les militants dans une commune du haut-pays où le parti s'était bien implanté, Lantosque, Saint-Martin-Vésuble, Le Moulinet... Les réunions avaient lieu dans une grande salle ou un parc permettant les activités de kermesse. Le bureau fédéral se chargeait de l'organisation matérielle, de la décoration, de la mise au point du cérémonial. Les emblèmes tricolores, les portraits de Doriot, les slogans du parti ornaient les murs et la tribune. Dans les grandes occasions, un orchestre exécutait l'hymne du parti, *France libère-toi*³⁸. Les orateurs s'exprimaient dans un style enflammé qui cherchait à enthousiasmer l'auditoire.
- 40 Les principales manifestations furent les congrès fédéraux des 11-12 septembre 1937 et 29-30 octobre 1938, ainsi que les deuxième et troisième anniversaires du parti, célébrés les 19 juin 1938 et 18 juin 1939. Doriot, déjà venu à Nice à deux reprises, pour le meeting mémorable du 31 octobre 1936 et lors de son retour d'Algérie, les 4 et 5 décembre 1936, participa au congrès de 1937 et aux deux anniversaires. En 1938, le chef inspecta les sections de Cannes, Golfe-Juan, Cagnes, visita la Maison du Parti de Nice, avant de prendre la parole dans cette ville. Une vaste kermesse avait été préparée dans le parc de la villa Marie-Louise, avenue Georges V, où, entre les stands, se pressaient plusieurs

milliers de personnes, 1 000 le matin, 3 000 l'après-midi, 6 000 dans la soirée quand Doriot commença son discours³⁹.

- 41 Au cours de leurs réunions, les dirigeants du PPF développaient les idées générales du parti, en les adaptant à la conjoncture locale. L'anticommunisme tenait une place centrale et, pour cette raison, Virgile Barel était l'objet d'attaques incessantes. Le chef révolutionnaire, surnommé « Virgiloff Barelski le rouge », était accusé d'appliquer aveuglément les consignes soviétiques à Nice :

Phonographe perfectionné, robot servile, il a dit et fait jusqu'à ce jour ce que Moscou et ses valets français lui commandaient⁴⁰.

- 42 Barel, garantissait le PPF, constituait des dépôts d'armes, il enrôlait des hommes de main, souvent étrangers, il les entraînait au combat de rues, il dressait des listes de personnalités à exécuter. Pierre Luriet prophétisait dans *La Voix du Peuple* :

Son but, c'est l'instauration du régime soviétique à Nice. Virgiloff Barelski prépare la guerre civile, l'émeute et la révolution⁴¹.

À ces pourvoyeurs de charniers, il faut la terreur pour s'imposer. Qui que vous soyez, ils vous dépouilleront, ils vous égorgeront, ils vous arrêteront⁴².

- 43 La fausse précision était destinée à impressionner la population. La presse du PPF assurait que les terroristes rouges s'entraînaient au maniement des armes dans le quartier de Brancolar, mais ne fournissait aucune adresse ; elle révélait que la liste des personnalités à abattre contenait 247 noms, mais se gardait de les divulguer, sauf celui de Jean Médecin, très populaire chez les modérés.

- 44 Le PPF s'adressait aux diverses catégories sociales. Un article de *La Voix du Peuple* Français disait « Paysan de France, défends-toi. Le communisme, c'est l'expropriation de ta terre, de ton bétail, de tes biens »⁴³. Un communiqué publié dans *L'Éclaireur*, accueillant pour les textes du jeune parti, certifiait : « La dictature communiste, c'est la mort du commerce »⁴⁴. Une affiche, placardée en 1938 à l'occasion d'une grève affectant l'hôtellerie, faisait allusion à la célèbre phrase de Barel qui avait annoncé la transformation de la Côte d'Azur en une « Crimée française », lieu de séjour pour les travailleurs :

Veut-on la mort de la Côte d'Azur avant d'en faire une Crimée française ? Niçois, on assassine votre région. Unissez-vous contre les fauteurs de troubles, agents du communisme et de l'étranger⁴⁵.

- 45 Les autres prises de position n'offraient pas d'originalité particulière par rapport aux thèmes nationaux du parti : critique du Front Populaire, reconnaissance de Franco et dénonciation du Parti Communiste qui recrutait des combattants pour les brigades internationales, relative modération à l'égard de Daladier en 1938, politique de paix à l'égard de l'Allemagne, compréhension pour les revendications présentées par les Allemands des Sudètes⁴⁶.

- 46 Tout au long des années 1936 à 1939, le PPF se défendit d'appartenir à la droite, au courant totalitaire et antisocial. Un communiqué publié par *L'Éclaireur* en septembre 1936 assurait que le parti voulait, plus que le Front Populaire, des réformes en faveur des travailleurs, mais adoptées dans un esprit de concorde sociale et sans intervention des agents de l'étranger⁴⁷. Dans le journal fédéral *Le Réveil de Nice et des Alpes Maritimes*, Coti certifiait en juin 1939 que le PPF n'était ni fasciste ni hitlérien⁴⁸. Pourtant, la ferveur du vocabulaire, la célébration de la jeunesse, de l'enthousiasme et de l'action, le cérémonial, les symboles comme l'hymne, le salut, l'exaltation du chef donnaient au parti une nette allure fasciste. Il en allait de même de certaines formules. Ainsi *Le Réveil*

portait souvent en manchette la phrase : « Notre poésie, c'est l'action »⁴⁹. Dans une allocution prononcée à Nice en décembre 1936, Simon Sabiani s'exclama :

Il vaut mieux demeurer lion pendant une heure, que rester brebis toute sa vie. La vie est un combat qui pour l'homme commence à l'âge de raison et ne finit qu'à sa mort⁵⁰.

47 Dès sa fondation, le PPF des Alpes-Maritimes se montra xénophobe et s'en prit aux agitateurs étrangers qui troublaient l'ordre et aux immigrés qui concurrençaient les Français sur le marché de l'emploi. Les attaques contre les Juifs ne prirent de réelle ampleur qu'au printemps 1938, à la suite, semble-t-il, d'un voyage à Nice du dirigeant national Claude Popelin, venu apporter les consignes de l'état-major et stigmatiser les israélites « n'ayant pas un grain de poussière de France sous leurs talons »⁵¹. Dès lors, par le texte et la parole, le PPF utilisa tous les arguments traditionnels de l'antisémitisme.

48 La propagande développée par le PPF ne pouvait que susciter la réplique du Parti communiste. La grande contre-manifestation organisée le 31 octobre 1936, lors de la première venue de Doriot à Nice constitua en fait, pour les révolutionnaires, une répétition générale. Au cours des mois suivants, des paquets contenant *L'Émancipation Nationale*, organe central du parti, furent dérobés en gare de Golfe-Juan, probablement par des militants communistes de Vallauris. Des vendeurs de journaux diffusant des feuilles rouges et des publications du PPF se battirent dans la rue. De simples particuliers appartenant à l'un ou l'autre parti en firent autant. La maison d'un dirigeant doriotiste de Mouans-Sartoux fut dévastée par de jeunes communistes de Cannes. Des réunions du Parti Populaire Français furent perturbées. Victor Barthélémy raconte dans ses souvenirs que, s'étant heurté à une sévère contradiction communiste, il lui arriva de se retirer les vêtements en lambeaux et couvert de crachats⁵². Les dirigeants du PPF décidèrent de répondre par la force. Le service d'ordre rendit coup pour coup et surenchérit même. En novembre 1938, lors d'une réunion tenue à Cannes, Teulade rappela :

Notre riposte a été implacable : partout où nos camarades ont été attaqués, les communistes ont été par la suite assommés proprement et discrètement ; ils se tiennent tranquilles maintenant⁵³.

49 Les communistes furent-ils impressionnés par cette contre-offensive ? Voulurent-ils donner d'eux-mêmes une image plus respectable ou ramenèrent-ils le danger fasciste du PPF à des proportions plus modestes ? À partir de l'automne 1937, ils adoptèrent une attitude modérée. Le 12 septembre 1937, quand Doriot, escorté de Paul Marion, Henri Barbé, Victor Arrighi, revint à Nice, le Parti communiste n'organisa pas de manifestation et convoqua ses militants à un pique-nique dans un lieu éloigné, le Mont-Boron, comme pour éviter tout risque de heurt avec le PPF. Certains membres de la base, surpris, protestèrent ; les anarchistes accusèrent « Le Parti soi-disant communiste » de pratiquer une « politique de trahison et d'opportunisme », d'empêcher « l'élément combatif de la classe ouvrière de s'opposer à la montée du fascisme »⁵⁴. Lorsque Doriot revint, le 19 septembre 1938, Barel adopta la même attitude : il organisa une fête rouge et précisa que, d'ordre du comité central, il ne fallait pas perturber la réunion du chef adverse ; certains militants protestèrent à nouveau, en vain⁵⁵. Sans qu'il faille soupçonner une collusion entre les deux partis, Barthélémy révèle que, dans un cas précis, le Parti communiste et le PPF s'entendirent délibérément pour entraver les tentatives de fraude des candidats modérés, lors de l'élection législative partielle de mars 1939 :

Après un entretien téléphonique avec le secrétaire fédéral du Parti communiste, nous décidâmes de donner aux membres de nos organisations respectives, chargés des bureaux de vote, l'ordre de collaborer et d'empêcher la fraude électorale. C'est ainsi que, durant toute la journée du 19 mars 1939, la première circonscription de Nice assista à une collaboration efficace entre le PC et le PPF au nom de la moralité politique⁵⁶.

Les difficultés du Parti Populaire Français

- 50 Après des débuts prometteurs, le PPF rencontra des difficultés qui l'affaiblirent considérablement.
- 51 Les questions de personnes ne furent pas les moins importantes. L'enrôlement de repris de justice dévalorisait l'image du parti aux yeux d'une partie de la bonne société azurée. La venue fréquente du Marseillais Simon Sabiani, la réputation douteuse de ce personnage, les propos volontairement provocateurs qu'il tenait – « c'est un gangster qui vous parle », dira-t-il en décembre 1936, après avoir cependant rappelé que cette étiquette lui avait été accolée par les communistes – tous ces traits ne rehaussaient pas la respectabilité du PPF. La réputation du parti fut encore compromise par une affaire qui se termina devant la justice. Le 9 février 1937 fut arrêté à la frontière de Menton-Pont-Saint-Louis le nommé Philippe Fournier qui se livrait à une importante contrebande d'armes de guerre et de munitions entre l'Italie et la France. Fournier, ancien président des Croix-de-Feu et délégué du PPF où il dirigeait les groupes de surveillance anticommuniste, avoua qu'il remettait ces armes à des « camarades » niçois. Le 24 février 1937, le tribunal correctionnel de Nice condamna le trafiquant à deux mois de prison avec sursis et 100 francs d'amende. Ce verdict très clément indigna la gauche⁵⁷. Le parquet fit appel *a minima* et, en mai, la peine fut portée à un an de prison avec sursis et 1 000 F d'amende. Dès février, le PPF avait exclu Fournier pour activité incompatible avec la qualité de membre du parti, mais l'honorabilité de la formation doriote se trouvait suspectée à cause des agissements d'un de ses responsables.
- 52 D'autres questions de personnes opposèrent les dirigeants des deux fédérations des Alpes-Maritimes et nuisirent à la cohésion du parti. Victor Barthélémy, responsable de la rive gauche du Var, fédération A, était un militant très actif et un esprit méthodique qui considéra rapidement la division du département comme une entrave au développement du PPF ; selon lui, aucun argument logique et solide ne justifiait cette partition ; il reprochait en outre à Marcel Philip, responsable de la rive droite, fédération B, de se révéler médiocre organisateur. Aussi, dès 1937, Barthélémy demanda-t-il l'unification des Alpes-Maritimes en une seule fédération. Philip s'opposa à une telle mesure que la direction nationale n'osa imposer de force. Malgré la création d'un organisme de coordination entre les deux fédérations, celles-ci se comportèrent en rivales, à cause des dissensions opposant leurs principaux dirigeants. Barthélémy, sans se décourager, continua à réclamer la fusion. Mit-il en avant les mauvais résultats obtenus ici ou là par ses adversaires de la région Cannes-Grasse ? En tout cas, il obtint en mai 1938 l'érection des Alpes-Maritimes en une fédération unique ; seule l'existence de deux secrétaires, Alleaume pour le secteur A, Montagne pour le secteur B, rappelait l'ancienne division. Marcel Philip ne supporta pas longtemps cette situation qui le marginalisait : se plaignant de n'avoir pu obtenir la radiation de certains dirigeants niçois, inactifs et lâches à ses yeux, il démissionna le 14 juin avec son ami Montagne.

Barthélémy riposta en déclarant que Philip et Montagne étaient radiés en raison « des graves dissentiments survenus entre la fédération et la section locale »⁵⁸. Cette querelle interne desservit le parti et entraîna certaines paralysies. Celles-ci furent révélées au congrès fédéral d'octobre 1938 ; Canobbio brossa alors un tableau qui, certes, visait probablement à noircir le bilan laissé par Philip et à majorer les progrès enregistrés par Barthélémy depuis la fusion, mais n'était pas éloigné de la réalité :

La fusion des cœurs et des esprits fut accomplie avec toute la souplesse désirable par des contacts très rapprochés et suivis... Certains redressements nécessaires furent opérés, certains dissentiments apaisés, certains bureaux de section en pleine désorganisation et quelquefois même inexistants furent revigorés, réformés ou formés, d'autres sections dont l'activité paraissait n'être plus qu'un souvenir furent réveillées⁵⁹.

- 53 Le PPF souffrit aussi de ses outrances anticomunistes, de la stabilisation de la situation intérieure, de la pause décrétée par le gouvernement du Front Populaire. Les doriotistes annoncèrent trop de catastrophes qui ne survinrent pas. À force de prédire l'imminence de la révolution rouge et de peindre Barel en Staline local, ils lassèrent une partie de leurs auditeurs et rendirent ceux-ci indifférents. Plus fâcheux pour le PPF, le bilan du Front Populaire n'apparaissait pas totalement négatif : ainsi, le commerce azuréen avait profité de l'instauration des congés payés et accueilli une clientèle nouvelle qui, par sa présence, compensait une partie des pertes subies les années précédentes. La réaction de Jean Médecin qui, passées les alarmes de l'été 1936, s'éloigna en silence, fut loin de demeurer isolée.
- 54 Le parti continua certes à faire état d'un nombre important d'adhérents. De 5 000 en mai 1937, chiffre qui paraît authentique car il était fourni à la fois par la police et par la direction fédérale, on serait passé, selon les dirigeants, à 7 122 en septembre 1937 et à 9 503 en octobre 1938. Certains responsables allaient encore plus loin : en septembre 1938, Luciani, secrétaire de la 3^e section de Nice, annonça que le PPF, premier parti des Alpes-Maritimes, possédait 13 000 membres⁶⁰ : en décembre 1938, M^e Georges Bensa, candidat à la députation, avança le chiffre de 12 000⁶¹. À l'évidence, ces estimations qui majoraient fortement les statistiques officielles du bureau fédéral péchaient par excès. Cependant, il semble bien que le PPF enregistra des adhésions nouvelles à l'automne 1938 ; en novembre, la police lui attribua 7 500 cotisants⁶². Mais ce mouvement se révéla éphémère. Au cours de l'année 1939, les départs s'accéléchèrent et l'activité du parti ralentit nettement. En septembre 1939, la police ne lui attribuait plus que 1 350 membres⁶³.
- 55 En fait, malgré la courte reprise de l'automne 1938, on observe dès juin 1937 et, encore plus, à partir d'octobre 1937, un déclin du militantisme. Le 6 juin 1937, une réunion prévue à Breil dut être annulée car quatre auditeurs seulement s'étaient présentés. Dès lors, à chaque rassemblement, il devint rituel que les dirigeants exprimassent leur déception de voir un si faible nombre de personnes. Le taux de participation, quand on peut le calculer, avoisinait les 10 à 12 % des adhérents. Ainsi, rapporte un observateur de la police, le 28 octobre 1937, lors d'une réunion de la 4^e section de Nice, « le secrétaire exprima ses regrets de constater que sur 400 membres inscrits à la 4^e section, 50 seulement étaient présents à la réunion et demanda à ses hommes d'insister auprès de leurs camarades pour obtenir, de leur part, plus d'assiduité »⁶⁴. Le 28 avril 1938, 30 employés d'hôtel sur 200 assistèrent à un meeting qui leur était réservé. Certaines réunions durent être ajournées, comme celle de Breil, faute d'un auditoire suffisant. Les dirigeants du parti essayèrent de mobiliser leurs amis et entreprirent notamment

d'aller les voir à domicile pour réveiller leur ardeur ; cette initiative échoua, comme l'avoua le bulletin ronéoté de la 5^e section de Nice :

Les visites, à la grande surprise des visiteurs, démontrèrent pour une large part, une rare insouciance, coupable, pourrait-on dire. Quoi ! Auriez-vous peur de vous rencontrer une fois par semaine avec des amis PPF de votre quartier ? Ne seriez-vous pas heureux de faire la connaissance de camarades qui sont à deux pas de votre porte et que vous ignorez⁶⁵ ?

- 56 En octobre 1937, le commissaire spécial de Nice put établir ce bilan justifié :

Un certain ralentissement se manifeste au sein du PPF. Les militants ne suivent pas les réunions de propagande avec assiduité. C'est ainsi qu'hier, 27 courant, la 1^{re} section de Nice-Vieille Ville, qui comprend 300 membres, n'a pu regrouper qu'une cinquantaine de présents... Les jeunes de l'UPJF qui se sont réunis dans une salle voisine étaient une vingtaine environ. Quant au cours d'orateurs dirigé par Maître Coti, cinq militants seulement y participaient⁶⁶.

- 57 Les congrès et anniversaires du parti, temps forts de la vie de celui-ci, furent également moins suivis. Le 30 octobre 1938, deuxième jour du congrès fédéral, sur 450 délégués convoqués, 200 seulement se présentèrent. En mai 1939, le journal départemental *Le Réveil*, rappelant que 8 000 personnes avaient participé à la kermesse du PPF en 1938, exigeait que cet effectif fût porté à 10 000 lors de la kermesse du mois suivant. Dans son numéro de juillet, le journal présenta comme un résultat magnifique que 6 000 auditeurs fussent venus écouter Doriot le 18 juin. Un tel bilan n'était certes pas négligeable, mais il faut remarquer que la venue d'un homme politique très connu, comme Doriot, produisait un effet de curiosité et attirait des spectateurs qui n'appartenaient pas tous au PPF. De fait, à partir de la fin de 1937, on constate que, dans les réunions du PPF ayant réussi à rassembler une foule importante, figuraient des représentants de toute la droite, doriotistes, mais aussi membres de la Fédération Républicaine, du PSF, de l'Action Française et des anciennes ligues⁶⁷.
- 58 L'affaiblissement du militantisme entraîna des conséquences financières fâcheuses. Le paiement des cotisations et les dons ralentirent parallèlement. Dans son rapport sur la trésorerie du parti, Bensa présenta en septembre 1937 un bilan partiel des ressources qui s'établissait ainsi :

Cotisations	42 350,15
Ventes de cartes	4 645
Ventes d'insignes et de brochures	2 873
Dons et quêtes	138 753,75
Total	188 621,90

- 59 Les remises volontaires, représentant 73 % des rentrées avouées, occupaient donc une place capitale. Or, Bensa avait constaté que ces ressources, versées avec régularité et générosité en 1936, avaient fléchi dès le début de 1937. Il déclara avoir encaissé, au chapitre des dons, une somme de 26 481 francs en décembre 1936 et seulement une moyenne mensuelle de 13 000 francs en 1937⁶⁸. Dans le même temps, les dépenses imposées par la propagande, l'entretien du siège du parti, les secours aux camarades nécessiteux se maintenaient à un niveau élevé. Ce fut pourquoi les responsables cessèrent de publier *La Voix du Peuple* en 1937 et s'installèrent en 1938 dans un nouveau

local dont le loyer était moins élevé. Les appels à l'esprit de parti et à la ponctualité dans les versements ne furent guère entendus.

- 60 Malgré ses déboires, le PPF résolut de présenter des candidats aux diverses consultations électorales, mais, dans les principaux scrutins, il ne remporta pas de succès remarquables.
- 61 Le 10 et 17 octobre 1937, le Parti Populaire participa aux élections cantonales et obtint le siège de conseiller d'arrondissement à Antibes pour le docteur Senès ; sur le nom de celui-ci s'étaient rassemblés 2 810 des 5 153 votants. Il est difficile de dire quelle force représentait alors le PPF dans les assemblées départementales, car un certain nombre de conseillers sympathisants du parti ne se présentaient pas sous les couleurs de celui-ci, mais sous diverses étiquettes anticomunistes. Victor Barthélémy, dans ses souvenirs, revendique 18 élus PPF au conseil général et dans les conseils d'arrondissement.
- 62 Le docteur Senès lui-même, adoptant l'étiquette de « Républicain », fut candidat aux élections sénatoriales du 28 octobre 1938. Au premier tour, qui vit le succès de Jean Médecin, il arriva en quatrième position avec 91 voix sur 481. Au deuxième tour, où le vainqueur fut Louis Louis-Dreyfus, Senès se hissa au troisième rang avec 101 voix.
- 63 Malgré cet échec, le PPF décida de participer à l'élection législative partielle du 19 mars 1939 qui devait assurer le remplacement de Médecin, entré au Sénat. Le candidat choisi fut l'avocat Georges Bensa, issu d'une vieille famille niçoise, adhérent de la première heure, membre du bureau fédéral. Bensa reçut l'appui de la Fédération Républicaine et du Parti républicain national et social de Pierre Taittinger. À l'issue du premier tour, le candidat doriotiste se retrouva en quatrième position avec 2 947 voix, derrière Jacques Bounin, PSF et protégé de Médecin, qui avait 3 734 suffrages, le communiste Robini qui en avait obtenu 3 694 et le radical Sableau avec 3 143⁶⁹. Pour barrer la route de la députation au communiste, Bensa se désista en faveur de Bounin qui fut élu au deuxième tour. Ainsi le PPF n'était pas parvenu à entamer les positions des forces politiques plus anciennement implantées.
- 64 Le 19 juin 1938, au cours de la fête du PPF, Doriot avait déclaré que la fédération des Alpes-Maritimes était « une des plus puissantes et des plus actives »⁷⁰. Cette formule apparaissait à la fois justifiée et inexacte.
- 65 Il est vrai que le PPF rassembla un fort effectif d'adhérents, qu'il développa une importante propagande, qu'il fut le seul à aller combattre les communistes sur leur terrain, dans les entreprises, qu'il demanda à ses amis et obtint d'eux des efforts notables. Mais ce rayonnement se révéla fragile et éphémère. Dès que les craintes suscitées par la victoire de Front Populaire refluèrent, le militantisme fléchit et la situation financière se dégrada. Les candidats que le parti présenta aux élections nationales de 1938 et 1939 n'obtinrent certes pas des scores dérisoires, mais se trouvèrent largement distancés par leurs rivaux de la droite modérée, tous élus, ou même par les représentants de la gauche communiste ou radicale, comme ce fut le cas en mars 1939.
- 66 Les Alpes-Maritimes ne constituèrent pas une exception dans le reflux général du PPF à la veille de la guerre. À cette date, il semble bien que, dans le département, restaient seuls fidèles à Doriot les militants venus des formations extrémistes ou résolus à suivre leur chef très loin. En effet, les Alpes-Maritimes, constituèrent une pépinière de cadres pour le PPF durant la période de guerre : l'ancien communiste Victor Barthélémy

deviendra secrétaire général national en 1940, puis à nouveau de 1941 à la Libération ; Canobbio sera nommé secrétaire national à l'organisation en avril 1942 et membre du directoire national en août 1943 ; sept militants des Alpes-Maritimes occuperont des fonctions dans les instances nationales du parti ; deux autres seront respectivement secrétaire du comité régional de la Légion des Volontaires Français et chef régional de la propagande à Tulle ; leur fidélité à Doriot vaudra à cinq responsables locaux du PPF, dont Bensa, d'être abattus par des Résistants ; deux autres mourront en Allemagne, un se suicidera ; sept anciens membres au moins seront condamnés à mort et graciés ; d'autres subiront des peines de prison et de dégradation nationale. Quant à Joseph Darnand, ex-royaliste, passé par le PPF, il ira jusqu'au bout de ses engagements en fondant le Service d'Ordre Légionnaire et la Milice.

- 67 De la sorte, si l'on considère que les éléments peu politisés ne demeurèrent pas longtemps au PPF, celui-ci apparaît surtout comme un rassemblement de militants convaincus dont le noyau dur fournit nombre de cadres sous l'occupation. Mais le Parti Populaire Français ne constitua pas un mouvement de masse, même dans un département conservateur comme les Alpes-Maritimes. Là, surtout dans l'ancien comté de Nice, le conservatisme s'identifiait avec la tradition et la fidélité aux notables bien connus, enfants du pays, anciennement et solidement implantés ; Léon Baréty et, plus encore, Jean Médecin, élus facilement au premier tour des élections de 1936, incarnaient ce type d'homme politique ; et aussi, à sa manière, Virgile Barel, né dans les environs de Nice, infatigable et dévoué militant du Parti communiste depuis 1920. Le PPF ne pouvait sérieusement entamer les positions de ces personnalités, sauf à composer avec elles. Un accord avec Barel étant exclu, il restait seulement les modérés. Encore fallait-il que ceux-ci eussent besoin du jeune parti. Une telle conjonction d'intérêts parut possible dans l'été 1936, mais le retrait de Jean Médecin entraîna rapidement la stérilisation des efforts du PPF. Celui-ci se trouva marginalisé par la trop grande puissance de ses rivaux.

NOTES

1. Jean-Paul Brunet, *Jacques Doriot*, Paris, Balland, 1986.
2. Victor Barthélemy, *Du communisme au fascisme. L'histoire d'un engagement politique*, Paris, Albin Michel, 1978.
3. *Ibid.*, p. 97.
4. *L'Éclaireur*, 12 juillet 1936.
5. *L'Éclaireur*, 13 juillet 1936.
6. *Ibid.*
7. *Ibid.*
8. D'autres Niçois, tel l'évêque, Mgr Rémond, initialement effrayés par le Front Populaire, se rassurèrent assez vite et relevèrent même des aspects positifs dans l'œuvre de la nouvelle majorité. Cf. Ralph Schor, *Mgr Rémond. Un évêque dans le siècle*, Nice, Serre, 1984.
9. Archives départementales des Alpes-Maritimes (désormais ADAM), série Fascisme (F), 113, rapport du commissaire spécial de Cannes, 15 octobre 1936. (NDLR : Il s'agit des côtes en vigueur

à l'époque de la première publication de ce texte ; des tableaux de correspondance permettront naturellement au lecteur qui le souhaite de consulter les sources citées).

10. ADAM, rapports de police RP 44, rapport du 24 septembre 1936 ; ADAM, F 113, rapport du 10 octobre 1936.
11. ADAM, F 113, rapport du 15 octobre 1936.
12. ADAM, F 113, rapport du 24 octobre 1936.
13. ADAM, F 113, lettre du 17 octobre 1936 au ministre de l'Intérieur.
14. ADAM, RP 41, rapport du 30 octobre 1936.
15. ADAM, F 113, rapport du préfet du ministre de l'Intérieur, 26 octobre 1936.
16. ADAM, F 113.
17. ADAM, F 113, rapport du 28 octobre 1936.
18. *Le Caméléon*, 7 novembre 1936.
19. ADAM, F 113, rapport du 31 octobre 1936.
20. ADAM, F 113.
21. *Id.*
22. Victor Barthélemy, *Du communisme au fascisme...*, op. cit., p. 116.
23. Voir ADAM, F 113, rapports du 3 décembre 1936 et ADAM, RP 45, 9 février 1937.
24. ADAM, F 113.
25. ADAM, F 113, rapport sur l'administration et la trésorerie du parti par le camarade Canobbio, du bureau fédéral, 29-30 octobre 1938.
26. Cf. Dieter Wolf, *Doriot, du communisme à la collaboration*, Paris, Fayard, 1969.
27. ADAM, F 113, document du 29 juillet 1938.
28. ADAM, F 113, rapport du 28 mai 1937.
29. Voir ADAM, RP 44, rapports du 22 octobre 1936 ; ADAM, F 113, 27 janvier 1937 et 28 mai 1937.
30. ADAM, F 113.
31. ADAM, F 113, rapport du Commissaire spécial au préfet, 26 janvier 1938.
32. ADAM, F 113, rapport de Canobbio au congrès fédéral d'octobre 1938.
33. ADAM, F 113, rapport de Guirard au congrès fédéral d'octobre 1938.
34. ADAM, F 113, rapport de Sylvia Olivier au congrès fédéral de septembre 1937.
35. ADAM, F 113, rapport du 13 septembre 1937.
36. ADAM, F 113, rapport cité de Canobbio.
37. ADAM, F 113, rapport de Me Coti au congrès fédéral d'octobre 1938.
38. Cf. à titre d'exemple, un article de Charles Fontaine, *La Voix du Peuple français*, 24 janvier 1937, reproduit dans Ralph Schor, *Nice et les Alpes-Maritimes, 1914-1945*, Nice, CRDP, 1980, p. 189.
39. Voir ADAM, F 113, rapport du 20 juin 1938.
40. Pierre Luriet, *La Voix du Peuple français*, 18 octobre 1936.
41. Pierre Luriet, *La Voix du Peuple français*, 6 septembre 1936.
42. Pierre Luriet, *La Voix du Peuple français*, 20 septembre 1936. Texte intégral dans Ralph Schor, *Nice et les Alpes-Maritimes...*, op. cit., p. 184-186.
43. *La Voix du Peuple français*, 18 octobre 1936.
44. *L'Éclaireur de Nice*, 3 octobre 1936.
45. ADAM, F 113, rapport du 4 mars 1938.
46. Voir ADAM, F 113, compte-rendu d'un discours de Victor Barthélemy à Grasse, le 10 septembre 1938.
47. ADAM F 113, rapport du 15 juin 1938.
48. *Le Réveil de Nice et des Alpes-Maritimes*, 11 juin 1939.
49. Cf. *Le Réveil*, mai 1939 et 11 juin 1939.
50. ADAM, F 113, rapport du 14 décembre 1936.
51. ADAM, F 113, rapport du 6 mai 1938.

52. Sur ces incidents, voir ADAM, F 113 et RP, 40, 41, 44, 45 ; *L'Éclaireur*, 19 septembre et 14 octobre 1936.
 53. ADAM, F 113, rapport du 1^{er} novembre 1938.
 54. ADAM, F 113.
 55. ADAM, F 113, rapport du 15 juin 1938.
 56. Victor Barthélemy, *Du communisme au fascisme...*, op. cit., p. 150.
 57. Voir ADAM, RP 48, meeting de la CGT, 6 mars 1937.
 58. ADAM, F 113, compte-rendu d'une réunion tenue à Cannes, 2 août 1938.
 59. ADAM, F 113.
 60. ADAM, F 113, rapport du 22 septembre 1938.
 61. ADAM, F 113, rapport du 16 décembre 1938.
 62. ADAM, F 113, rapport du 13 novembre 1939.
 63. Cf. Jean-Louis Panicacci, *Enquête nationale sur les mouvements de la collaboration. Département des Alpes-Maritimes*, Paris, Comité d'Histoire de la Deuxième guerre mondiale, 1977.
 64. ADAM, F 113, rapport du 29 octobre 1937.
 65. *La Voix de la 5^e section*, septembre 1937.
 66. ADAM, F 113, rapport du 28 octobre 1937.
 67. Voir ADAM, F 113, rapports du 23 décembre 1937 et du 8 mai 1938.
 68. ADAM, F 113, rapport de Georges Bensa au congrès fédéral, 12 septembre 1937.
 69. Cf. *L'Éclaireur*, 20 mars 1939.
 70. ADAM, F 113, rapport du 20 juin 1938.
-

RÉSUMÉS

Cet article explore l'implantation dans les Alpes-Maritimes du Parti populaire français (PPF), fondé en 1936 à Saint-Denis par Jacques Doriot. Le département, doté de deux fédérations, suscita de nombreuses adhésions au sein de vastes milieux. Sont étudiés l'essor du parti, fort de divers relais, le profil de ses adhérents et sympathisants ainsi que les grands thèmes qu'il agita. De prometteurs débuts n'empêchèrent pas le parti de connaître d'importantes difficultés à l'échelon local, se traduisant par une érosion progressive. À y regarder de près cependant, le parti était surtout animé par des militants convaincus, qui joueraient souvent un rôle sous l'Occupation.

This paper retraces the establishment of the Parti Populaire Français (PPF) in the Alpes-Maritimes *département*. After the party was founded by Jacques Doriot in Saint-Denis near Paris in 1936, the Alpes-Maritimes' two federations rallied many new members across a wide cross-section of the population. The author studies the rise of the party thanks to a diverse range of supporters, the profile of its members and fellow travelers, as well as the broad topics it focused on. In spite of this promising start, the party encountered serious local challenges which translated into its gradual decline. At a closer glance, the party was mostly led by enthusiastic activists who often went on to play a role during the German occupation.

INDEX

Mots-clés : Alpes-Maritimes, Nice, Parti populaire français, politisation, extrême droite

Keywords : Alpes-Maritimes, Nice, Parti Populaire Français, political life, far right